



Assemblée générale

Distr. limitée
21 décembre 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session

Cinquième Commission

Point 121 de l'ordre du jour

Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies

Projet de décision présenté par le Président

Programme de travail biennal de la Cinquième Commission pour 2002-2003

L'Assemblée générale, conformément au paragraphe 6 de sa résolution 46/220 du 20 décembre 1991, approuve le programme de travail biennal de la Cinquième Commission pour 2002-2003 qui figure dans l'annexe à la présente décision.

Annexe

Programme de travail biennal de la Cinquième Commission pour 2002-2003

A

Programme de travail pour l'année 2002

1. Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes
2. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies
3. Budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003
4. Planification des programmes
5. Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies
6. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique
7. Plan des conférences
8. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies
9. Gestion des ressources humaines



10. Corps commun d'inspection
11. Régime commun des Nations Unies
12. Régime des pensions des Nations Unies
13. Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne
14. Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies
15. Financement du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991
16. Financement du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994
17. Financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies
18. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies
19. Rapport du Conseil économique et social
20. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations

B

Programme de travail pour l'année 2003

1. Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes
2. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies
3. Budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003
4. Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005
5. Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies
6. Corps commun d'inspection
7. Plan des conférences
8. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies
9. Régime commun des Nations Unies
10. Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne
11. Financement du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

12. Financement du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994
 13. Financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies
 14. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies
 15. Rapport du Conseil économique et social
 16. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations
-